

**ÎLES SALOMON**

**Les atteintes aux droits humains  
fragilisent le processus de paix**

*Index AI : ASA 43/007/00*

**Embargo : 7 septembre 2000 (00 h 01  
GMT)**

« *Le processus de paix en cours ne pourra produire des effets durables que si les membres des groupes armés rivaux et les policiers responsables d'homicides illégaux, d'actes de torture et d'enlèvements sont traduits en justice* », a déclaré ce jour (jeudi 7 septembre 2000) Amnesty International en publiant un nouveau rapport.

« *Si les auteurs d'atteintes aux droits fondamentaux restent impunis, il y a peu d'espoir que l'ordre et la paix soient rétablis ou que justice soit rendue aux victimes et à leur famille*, a affirmé l'organisation de défense des droits humains.

« *La crainte des représailles a érigé un véritable mur de silence autour d'atrocités notoires*, a poursuivi Amnesty International. *De nombreuses familles affligées ne savent pas où se trouvent les corps de leurs proches tués pendant le conflit, ou ne peuvent se risquer à les rechercher.* »

Le coup d'État mené en juin dernier, avec le soutien de nombreux membres de la police paramilitaire, s'est traduit par une intensification des combats sur l'île de Guadalcanal entre groupes ethniques rivaux, par une anarchie généralisée et par une détérioration rapide de la situation des droits humains. Ce coup d'État a été organisé par la *Malaita Eagle Force* (MEF, Force de l'aigle de Malaita), composée de colons originaires de l'île voisine de Malaita, qui lutte contre les « *activistes* » autochtones de Guadalcanal réunis au sein de l'*Isatabu Freedom Movement* (IFM, Mouvement de libération Isatabu).

« *En s'emparant d'armes à feu, de voitures et d'équipements divers, les policiers originaires de Malaita ayant fait défection pour rejoindre les rangs de la MEF ont affaibli les forces de l'ordre. Des criminels ont été libérés de prison et les civils sont à la merci des sympathisants incontrôlables de la MEF ou de l'IFM, ainsi que de tous ceux qui profitent de la situation actuelle pour enfreindre la loi* », a fait observer Amnesty International.

Depuis que le conflit a débuté, 20 000 à 30 000 personnes ont abandonné leur foyer. On estime qu'au moins 100 individus ont été tués, et plusieurs dizaines de milliers d'habitants ne peuvent satisfaire leurs besoins les plus élémentaires, notamment en matière d'alimentation et de soins médicaux. Au cours des derniers mois, des centaines d'habitations ont été incendiées ou pillées, et des milliers de personnes ont quitté leur foyer pour aller chercher refuge auprès de membres de leur famille, sur des îles éloignées ou dans les forêts qui couvrent

les collines. Le processus de paix qui a été engagé prend actuellement de l'ampleur, mais aucune mesure n'a encore été prise pour mettre fin aux violences.

*« La population vit dans la crainte des pillages, des viols et des homicides commis à titre de représailles, auxquels se livrent tant les groupes politiques armés que les individus qui profitent de la situation. Étant donné l'absence de protection policière, les femmes et les membres de minorités ethniques sont tout particulièrement exposés à ce type d'agissements et ne disposent d'aucune voie de recours »,* a déploré Amnesty International.

La police n'a pas pu ou pas voulu prendre les mesures nécessaires pour que les auteurs d'atteintes aux droits humains soient tenus de répondre de leurs actes, et les membres des groupes politiques armés ont pu continuer à opérer avec la quasi-certitude de ne pas être arrêtés. D'après les informations recueillies, les deux mouvements rivaux posséderaient des bases où ils tortureraient les combattants capturés.

À la mi-août, au moins quatre corps mutilés ont été retrouvés enterrés dans une fosse peu profonde non loin de la capitale. Parmi ces morts figurait un étudiant de dix-huit ans, John Bosco, habitant de souche de Guadalcanal qui avait été évacué d'une école touchée en juin par des tirs provenant d'une vedette de police. Il avait été enlevé début juillet et, semble-t-il, sauvagement battu par un groupe armé de Malaita en raison de son appartenance ethnique. Sa mort a apparemment fait suite à celle de deux natifs de Malaita, qui auraient été torturés et tués par l'IFM en juin.

Ceux qui œuvrent actuellement, tant au niveau national qu'international, pour la conclusion d'un accord de paix et la reconstitution des forces de police doivent prendre les mesures qui s'imposent pour mettre fin à l'impunité persistante. L'amnistie envisagée en faveur des membres des groupes armés ne doit pas empêcher les autorités d'établir la vérité et de traduire en justice ceux qui se rendent coupables d'atrocités telles que les actes de torture ou les homicides de civils.

*« Il ne pourra y avoir de paix et de réconciliation durables si les auteurs d'homicide et les tortionnaires ont la certitude qu'ils n'auront jamais à répondre de leurs agissements. »*

#### **Rappel des faits**

Les affrontements interethniques qui se

déroulent sur la principale des îles Salomon, Guadalcanal, dans le sud-ouest du Pacifique, se sont récemment intensifiés. Ces violences trouvent principalement leur origine dans des conflits sociaux et des litiges fonciers non résolus entre les autochtones et les colons venus majoritairement de l'île de Malaita après la Seconde Guerre mondiale. Les combats se déroulent sur les lieux où la bataille de Guadalcanal avait opposé les forces japonaises et américaines en 1942-43, avant l'édification d'une capitale dominée par les colons originaires de Malaita.

Depuis la fin de l'année 1998, des groupes armés formés de jeunes chômeurs de Guadalcanal, qui accusaient le gouvernement de ne prendre aucune mesure pour satisfaire leurs revendications, ont pris les armes et commis des atrocités ainsi que des actes d'intimidation pour chasser des zones rurales de Guadalcanal la quasi-totalité des colons venant d'autres îles. Des milliers de familles malaitanes déplacées ont ainsi abandonné leur foyer. La plupart ont fui en passant par la capitale, Honiara, située sur la côte nord de Guadalcanal, qui constitue maintenant une véritable enclave peuplée de natifs de Malaita sur le territoire contrôlé par l'IFM.

Depuis janvier 2000, la MEF s'est livrée à des actions de représailles. En juin, ce groupe armé a forcé Bartholomew Ulufa'alu à démissionner de son poste de Premier ministre et contraint le Parlement à former un nouveau gouvernement. ●

**Pour en savoir plus ou obtenir un exemplaire du rapport intitulé *Solomon Islands: A Forgotten Conflict [Îles Salomon. Un conflit tombé dans l'oubli]*, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International, à Londres, au 44 (0) 207 413 5566, ou la section australienne de l'Organisation, à Sidney, au 612 9217 7640. Vous pouvez également consulter notre site web :**

<http://www.amnesty.org>